

Un collectif de cinquante-huit sénateurs, dont je fais partie, s'est constitué vendredi 4 décembre pour demander une audience au Président de la République afin d'échanger sur leurs craintes de stigmatisation des stations de montagne.

Les annonces du gouvernement concernant la fermeture des remontées mécaniques dans les communes de station, les risques qui pèsent sur la sécurisation des domaines skiables, ou les mesures restrictives aux frontières concernant nos concitoyens qui souhaiteraient se rendre dans un autre massif européen ont suscité beaucoup d'émotion.

C'est une démarche collective, transpartisane et inédite qui démontre que lorsque l'essentiel est en jeu, les montagnards s'expriment d'une seule voix !

Nous sommes tous très préoccupés par la situation de nos territoires de montagne. Toutes les mesures annoncées par le Gouvernement ces dernières semaines provoquent chez les acteurs professionnels, les élus locaux et la population un sentiment de stigmatisation de la Montagne.

Nous espérons obtenir un rendez-vous dans les délais les plus brefs, « Nous souhaitons pouvoir échanger de manière constructive avec le Président sur cette situation source de beaucoup d'incompréhension et dont les conséquences n'ont visiblement pas toutes été appréhendées ».

Alors qu'une mobilisation importante s'organise dans la plupart des stations, nous estimons que « la diversité des situations doit être prise en compte et que les décisions doivent s'appuyer sur des éléments factuels pour être comprises. Et nous n'en sommes pas encore arrivés là ! ».